



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2    Juillet 2016

## **La lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire : réalités et enjeux**

## **Combating poverty in Côte d'Ivoire: Realities and Challenges**

**SANOGO Mamadou**

Doctorant en économie et gestion à l'Université Mohamed V Souissi

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Rabat - Souissi

Mamadousanogo448@gmail.com

**Directeur de thèse : Pr. Mohammed KHARISS**

### **Résumé :**

La mesure de la pauvreté en Côte d'Ivoire est déterminée, selon l'approche monétaire qui s'appuie sur le bien-être et le seuil de pauvreté. En 2015, il y a eu un recul de la pauvreté car le taux de pauvreté est de 40.3% contre 48.9% en 2008. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. Le profil type du ménage pauvre est un ménage de grande taille dont le chef est un homme âgé, ne sachant pas lire ou ayant un faible niveau d'instruction, ne travaillant pas ou alors exerçant l'agriculture ou tout autre activité informelle. La pauvreté atteint surtout les zones rurales et les savanes du Nord, les femmes plus que les hommes et les catégories socioprofessionnelles qui touchent les cultures vivrières plus le secteur informel dans les zones urbaines. Des mesures de lutte contre la pauvreté, les initiatives les plus concrètes initiées soit par le gouvernement soit par les institutions internationales restent cependant l'affectation de fonds sociaux à la disposition de la population, la mise en place de programme et de microprojets ciblant les couches vulnérables, et l'intensification du soutien aux programmes de santé et d'éducation. L'objectif final de cette recherche est d'aboutir à des orientations pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

**Mots clés :** pauvreté ; entrepreneuriat ; microcrédit ; Côte d'Ivoire.

## Abstract

The measure of poverty in Côte d'Ivoire is determined, according to the monetary approach that relies on the well-being and the poverty line. In 2015, there was a decline in poverty since the poverty rate is 40.3% against 48.9% in 2008. Poverty is more acute in rural and urban areas. The profile of the poor household is a large household headed by an elderly man who can not read or have a low level of education, not working or while practicing agriculture or other informal activities. Poverty afflicts both rural and northern savannah, women more than men and occupational categories that affect food crops over the informal sector in urban areas. Control measures against poverty, most concrete initiatives initiated either by the government or by international institutions, however, remain the allocation of social funds available to the population, the development program and micro-targeting layers vulnerable, and intensifying support for health and education programs. The ultimate goal of this research is to obtain guidance for strategies to reduce poverty.

**Keywords:** poverty; entrepreneurship; microcredit; Côte d'Ivoire.

## Introduction

La pauvreté est un phénomène aussi vieux que le monde et touche aussi bien les pays riches que les pays pauvres. C'est donc un phénomène ancien qui a tendance à s'aggraver avec la persistance du chômage de longue durée et de la crise. En 2008, près de la moitié de la population (48.9%) vivait avec moins de 661 FCFA par jour, considéré à ce moment-là comme le seuil de pauvreté monétaire en Côte d'Ivoire. La longue crise de 1999 à 2011 et en particulier la crise postélectorale qui ont entraîné la destruction de l'outil de production et le déplacement des populations ont aggravé la situation de la pauvreté. Depuis lors, les gouvernements successifs se sont employés à accroître la production et à améliorer les conditions de vie des ménages, notamment les catégories les plus vulnérables, à travers le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Plan National de Développement (PND), le Fonds National de la Jeunesse (FNJ), la promotion de l'auto-emploi, le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI). Par ailleurs, des politiques de soutien aux ménages, notamment dans le monde rural ont été entreprises (revalorisation du prix d'achat bord champs du kilogramme de cacao et de la noix de cajou), la généralisation de l'éducation, de la couverture maladie universelle et la revalorisation du SMIG. Tous ces efforts ont-ils eu un effet certain sur les conditions de vie des ménages ? Y a-t-il eu recul, stagnation ou augmentation du niveau de pauvreté ?

### I. Concepts et formes

#### 1.1. Concepts

**Définitions :** la pauvreté est la situation dans laquelle se trouve une personne n'ayant pas les ressources suffisantes pour conserver un mode de vie normal ou y accéder. C'est également la situation d'une personne qui a très peu d'argent pour subsister et vivre décemment. C'est aussi la situation d'individus ou de groupes démunis de ressources essentielles dans une société donnée. Au sens général, c'est l'incapacité pour un individu de satisfaire un certain nombre de besoins essentiels (alimentation, habillement, logement, santé, etc.). Sont considérées comme pauvres, les personnes dont les ressources sont inférieures à un certain seuil. Il n'existe pas de définition unique de la pauvreté. Certains pays en donnent une définition en termes absolus ; ainsi, les pauvres seraient les personnes dont les ressources

resteraient en dessous d'un certain seuil (fixé en unités monétaires). Par exemple, la Banque mondiale fixe ce seuil à 400 dollars par an au début des années 90. Mais la pauvreté est un phénomène qui ne peut pas se limiter aux aspects strictement financiers. D'autre part, elle constitue un phénomène relatif (la définition de la pauvreté change d'un pays à l'autre, comme le montre la définition américaine du seuil de pauvreté, qui est fixé à 7000 dollars par an), voire subjectif (chacun, selon son groupe social et son niveau de revenu, n'a pas la même conception de la pauvreté). En Europe, le seuil relatif de pauvreté est équivalent à la moitié du revenu moyen par habitant (pour l'INSEE, il s'agit de la moitié du revenu médian).

Dans le cadre de l'approche monétaire, adoptée aux USA, dans les pays anglo-saxons, l'Europe et la majorité des pays africains (Maroc, CI,...), deux définitions de la pauvreté se distinguent : **pauvreté relative** et **pauvreté absolue**.

La **pauvreté absolue** correspond au défaut de satisfaction des besoins physiologiques, et la **pauvreté relative** concerne les ménages disposant de revenus inférieurs à la moitié du revenu médian (le revenu médian correspond au revenu selon lequel 50% des travailleurs gagnent moins et 50% gagnent plus).

La pauvreté est dite absolue lorsque le revenu perçu est inférieur à un minimum objectivement déterminé ; elle est dite relative si les ressources sont inférieures à un certain pourcentage du revenu moyen.

La pauvreté se manifeste généralement par les indicateurs sociaux tels que le taux de mortalité plus élevé ; espérance de vie moindre dû à la malnutrition, sous-nutrition, famines, insuffisances sanitaires y sévissent ; l'analphabétisme y est beaucoup répandu. La pauvreté frappe plus durement les femmes et les minorités ethniques.

## 1.2. Formes

1. La pauvreté traditionnelle est celle qui a toujours été présente dans les pays développés à économie de marché (PDEM)<sup>1</sup>, y compris pendant la prospérité des Trente Glorieuses. Elle résulte de plusieurs facteurs :
  - L'insuffisance de ressources : elle touche donc les retraités qui ne disposent que du minimum vieillesse, les salariés les moins bien payés (ouvriers) et les petits indépendants ;
  - L'inactivité professionnelle de la femme : un seul salaire est souvent insuffisant pour faire vivre une famille ;
  - Le nombre élevé d'enfants : les familles nombreuses disposent d'un revenu par tête faible ;
  - Les handicaps : certains handicaps interdisent toute activité professionnelle.
2. La nouvelle pauvreté s'est développée avec la crise. Elle frappe les chômeurs de longue durée, les jeunes qui disposent d'un emploi précaire (stagiaires, intérimaires, ...) et les familles monoparentales. Pour cette dernière catégorie, la pauvreté est plus liée à la crise de la famille qu'à la crise économique. Ces nouveaux pauvres passant « au travers des mailles » du système de protection sociale français, il a été nécessaire

---

<sup>1</sup> Pays développés à économie de marché

de mettre en place une nouvelle prestation : le revenu minimum d'insertion (RMI) devenu par la suite, le revenu de solidarité active (RSA).

## **II. Les Causes de la pauvreté**

### **2.1. Les causes de la pauvreté individuelle**

C'est très souvent par suite de divorces, décès ou d'une maladie invalidante du chef de ménage (en général l'homme dans les PED). En effet, la baisse du pouvoir d'achat des ménages ou du conjoint vivant s'accroît considérablement lorsqu'un risque social se produit. En outre, les funérailles, les mariages et autres cérémonies grandioses constituent des facteurs favorisant la baisse du pouvoir d'achat voire la ruine du ménage : « la pauvreté est liée à l'absence d'une culture de l'épargne, (...) et l'absence d'une réelle politique d'initiation à l'épargne ». L'argent des tontines ne sert pas à l'investissement mais très souvent à la consommation. La pauvreté est également due à la « paresse », la « culture de l'assistanat, de la passivité ainsi qu'à l'analphabétisme ».

### **2.2. Les causes de la pauvreté collective**

Cette pauvreté est due à la mévente des produits agricoles et à la focalisation sur les cultures de rente (café, cacao, coton, anacarde, hévéa,...) comme seules sources de revenus : la priorité est faite aux cultures de rente au détriment des cultures vivrières alors toute chute brutale des cours mondiaux se traduit par la baisse des recettes d'exportation et le surendettement des planteurs. Il arrive que certains cotonculteurs se trouvent endettés après la vente de leurs récoltes puisqu'ils achètent à crédit la semence et les pesticides.

L'absence de fluidité routière et le mauvais état des routes qui entravent l'écoulement des produits agricoles favorisent également la pauvreté des populations : « les entraves à la fluidité routière manifestées par la pléthore des barrages routiers et la pratique courante d'extorsion d'argent par intimidation ou par abus de la force (racket), renchérissent le coût des denrées et autres produits de premières nécessités ». Les maladies de longue durée et coûteuses ruinent la famille. Les causes de la pauvreté sont multiples ; on peut citer le faible niveau du développement économique ; les handicaps climatiques (désertification, érosion des sols, ...) ; les conditions politiques ; les guerres civiles dans les zones de production agricoles ; dégradation des termes de l'échange ; le service de la dette ; L'inégale répartition des richesses créées peut faire coïncider un PIB élevé et une grande pauvreté pour une partie de la population.

### **2.3. Les causes de la pauvreté des PED<sup>2</sup>**

L'endettement constitue une entrave à la poursuite du développement. Outre le fait que les sommes consacrées au remboursement de la dette sont détournées de l'investissement productif, les pays endettés sont contraints de privilégier les secteurs économiques tournés vers l'exportation au détriment de la satisfaction des besoins internes, notamment en ce qui

---

<sup>2</sup> Pays en développement

concerne l'agriculture. Depuis 1983, en raison du remboursement de la dette, les flux financiers entre le Nord et le Sud se sont inversés, les PED transfèrent en moyenne vers les créanciers du Nord une somme nette de 40 milliards de dollars par an. En 1996, ils consacraient globalement un cinquième de leurs recettes d'exportation au service de la dette.

Dans le cadre de la mondialisation, les raisons pour lesquelles les PED peinent à se moderniser, s'expliquent en partie par leur place, extrêmement faible dans les échanges internationaux : une position héritée du passé colonial, puis du système mis en place par les puissances industrielles occidentales, qui ont « spécialisé » les PED, notamment d'Afrique subsahariennes, dans l'exportation de matières premières brutes (avec des revenus soumis aux fluctuations des cours mondiaux) et l'importation de produits manufacturés.

De plus, les solutions proposées par les institutions financières internationales (FMI, BM, OMC), sans prendre en compte les besoins spécifiques des PED, ont contribué à alourdir le service de la dette publique et entravé l'amélioration des conditions de vie des populations, en matière de santé et d'éducation notamment. Contrairement à l'Asie, l'Afrique peine à briser le cercle vicieux qu'alimentent l'instabilité politique, la corruption, la pauvreté, l'endettement, la pandémie du VIH-sida ou encore du paludisme. La pauvreté est due par ailleurs à la concentration des richesses (fortes inégalités). La tendance à la paupérisation est fortement corrélée, dans le contexte ivoirien, à l'exacerbation de la crise économique.

#### 2.4. Localisations géographiques

Le **Niger** est l'un des pays les plus pauvres du monde. Son économie, qui repose sur le tourisme, l'agriculture vivrière et l'élevage, est exposée aux phénomènes de sécheresse qui caractérisent la région du Sahel. Le pays tire l'essentiel de ses revenus de l'exportation de l'uranium. Le gouvernement nigérien dépend largement de l'aide bilatérale et internationale pour ses dépenses de fonctionnement et les investissements publics.

L'**Albanie** reste le pays le plus pauvre et le moins développé d'Europe, un quart de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté (25.4% en 2002)

Les restaurants du cœur ont connu un très grand développement, lié à l'augmentation du phénomène de la pauvreté : en 1986, 5000 bénévoles distribuaient 8.5 millions de repas ; dix ans après, ils sont 27 000 à avoir distribué 50 millions de repas, révélant ainsi l'accroissement des personnes pauvres en **France**.

Alors que la pauvreté recule fortement dans certaines régions (Asie), la situation se dégrade dans d'autres régions (Afrique subsaharienne).

La pauvreté dans les pays développés se traduit par la faiblesse des ressources ; faible intégration sociale (exclusion sociale) touchant surtout les personnes âgées, les personnes à faible niveau de qualification.

#### 2.5. Approches comparatives nationales ou internationales

Alors que l'IDH mesure le progrès général d'un pays, l'IPH s'attache à la répartition de ce progrès et tente de déchiffrer les formes de dénuement qui subsistent. On distingue :

- IPH-1 qui mesure la pauvreté dans les PED en prenant en compte le % de la population dont l'espérance de vie est inférieure à 40 ans, le % d'adultes analphabètes ainsi que l'accès au système de soins ;
- IPH-2 mesure la pauvreté dans les pays industrialisés avec toutefois des seuils de dénuement différents, l'IPH-2 recense la population dont l'espérance de vie est inférieure à 60 ans, les individus dont l'aptitude à lire et écrire est insuffisante (l'illettrisme remplace l'analphabétisme), ainsi que le niveau de revenus.

La pauvreté reste une problématique préoccupante qui s'aggrave dans tous les pays du monde y compris les pays les plus riches. Sous l'égide de la BM, la CI, à l'instar d'autres pays africains ont élaboré des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP). Parmi les moyens de lutte contre la pauvreté, **la croissance économique et la redistribution des revenus**. Au **Maroc**, les autorités ont choisi la généralisation de la scolarisation, la lutte contre l'analphabétisme et le développement du monde rural. La croissance économique au Maroc est très instable du fait qu'elle reste encore tributaire des aléas climatiques. Donc une politique de lutte contre la pauvreté ne saurait compter sur la croissance économique. De plus, au Maroc, la **redistribution des revenus** est fortement inégalitaire ainsi donc elle ne saurait favoriser la réduction de la pauvreté. Au Maroc, la lutte contre la pauvreté est le principal enjeu du développement car près du quart de la population marocaine vit en-dessous du seuil de pauvreté et l'on est conscient que la pauvreté est exploitée par les recrutements terroristes. La pauvreté au Maroc, mesurée selon l'approche monétaire, a connu une forte diminution en passant de 55.7% en 1960 à 8.9% en 2007. Cette baisse est due à l'amélioration du PIB, la consommation finale des ménages, la FBCF ainsi que les politiques volontaristes (INDH). Les effets des PAS et des sécheresses successives ont aggravé la pauvreté au cours des années 1980-1990. La lutte contre le logement insalubre via les logements sociaux.

## 2.6. Evolution du taux de pauvreté au Maroc

| Années           | 1960  | 1985 | 2001  | 2007 |
|------------------|-------|------|-------|------|
| Taux de pauvreté | 55.7% | 21%  | 15.3% | 8.9% |

Selon Amartya SEN<sup>3</sup>, « la pauvreté est avant tout une privation des capacités élémentaires, même si cette définition ne vise en aucune manière à nier l'évidence : un revenu faible constitue bien une des causes essentielles de la pauvreté, pour la raison, au moins que l'absence des ressources est la principale source de privation d'un individu ». L'approche monétaire de la pauvreté est donc dominante même s'il s'agit d'un phénomène multidimensionnel.

Seuil de pauvreté : revenu en dessous duquel on parle de pauvreté. L'INSEE, comme l'Union européenne, retient le seuil de 60% du salaire médian, mais calcule aussi des seuils à 50 et 70%. Les nouveaux pauvres, qui sont apparus avec la crise économique, désignent les catégories de personnes touchées par des difficultés croissantes d'insertion sur le marché du

<sup>3</sup> Prix Nobel d'économie 1998

travail (chômage de longue durée en particulier). Dans les pays anglo-saxons, où domine la flexibilité des salaires et des conditions de travail, les années 90 ont vu l'émergence d'un nombre croissant de « working poors », c.à.d. des personnes qui ont un emploi mais qui reçoivent des rémunérations trop faibles pour vivre décemment.

### **III. Les conséquences de la pauvreté**

#### **3.1. Prostitution**

La pauvreté est souvent à l'origine de l'utilisation du corps comme une marchandise. Les prostitués peuvent être des deux sexes mais le plus grand nombre d'entre eux ont cependant été, au cours des siècles, des femmes au service de clients masculins, révélant ainsi la dépendance socioéconomique traditionnelle des femmes et la tendance à l'exploitation de la sexualité féminine. La prostitution d'enfants est un phénomène mondial, mais les clients proviennent plutôt des pays riches, alors que les fournisseurs habitent dans des pays pauvres où ce trafic connaît une vaste extension. L'exploitation sexuelle des enfants (pédophilie) est également une forme de plus en plus fréquente de la prostitution, motivée par le seul gain matériel dans l'espoir d'une vie meilleure.

#### **3.2. Le travail des enfants**

C'est la pauvreté qui oblige les enfants à travailler et le salaire gagné par l'enfant lui permet d'aider sa famille, surtout si ses parents sont au chômage ou s'ils ont des problèmes de santé voire très vieux. Dans les situations les plus difficiles, les enfants qui ne peuvent plus compter sur l'aide de leur famille doivent vivre dans la rue. Pour survivre, les enfants des rues cirent des chaussures, ramassent des ordures ou mendient. Le travail des enfants est pour une large part provoqué par la pauvreté.

#### **3.3. L'urbanisation et ses risques**

Les populations choisissent de s'installer de plus en plus en ville pour y vivre, attirées par le confort (eau potable, électricité, infrastructures, santé, éducation,...). Paradoxalement, la pauvreté extrême progresse plus vite dans les villes que dans les campagnes. Les inégalités y sont aussi plus fortes. Dans les PED, la pauvreté touche la moitié des citadins, et plus particulièrement les femmes et les enfants. Parmi ces citadins, les plus pauvres, environ la moitié n'a pas accès à un logement décent et ne reçoit aucun soin de santé. Ils sont, par ailleurs, très vulnérables en cas de chômage, de hausse des prix de la nourriture ou des loyers. Dans les grandes villes de tous les pays, la pauvreté et le manque de logement ont pour conséquence l'augmentation de la population des exclus (les sans-abri qui n'ont pas de toit et vivent dans la rue), des sans domicile fixe (qui n'ont pas d'adresse permanente et vont d'un lieu à l'autre) et des mal logés (qui ont une adresse, mais dont le logement est mal équipé, sans eau ni électricité, etc.). Autour des grandes villes des **PED** se sont constitués de vastes bidonvilles, où s'entassent des habitations de fortune fabriquées avec des matériaux de récupération, le plus souvent sans eau, sans électricité ni équipements d'assainissement. Le phénomène touche aussi les **pays développés** où de plus en plus de citadins pauvres se retrouvent sans logement. Selon l'UNESCO et l'OMS, il y aurait dans le monde un milliard de mal logés et 100 millions de sans-abri. Toutes ces personnes sont très vulnérables car elles sont moins protégées : leur espérance de vie est souvent plus faible et leur santé est plus



fragile, en cas d'épidémies, de conditions climatiques extrêmes (vague de chaleur ou de froid, inondations) ou de catastrophes naturelles (séisme, cyclone, etc.).

#### **IV. Les stratégies de réduction de la pauvreté**

L'accélération de la croissance économique qui soit inclusive

Mise en place de la protection sociale

Stabilité politique et macroéconomique

Un plan Marshall pour combattre la pauvreté

##### **4.1. Dans les pays développés :**

Deux conceptions de l'Etat-providence se sont affrontées : l'un hérité des mesures sociales inaugurées par Bismark en Allemagne dans le dernier quart du 19<sup>ème</sup> siècle, l'autre, le modèle britannique, défini pendant la Seconde Guerre mondiale par le rapport Beveridge. Le modèle bismarkien repose sur un système extensif de garanties sociales associées aux statuts professionnels. Les prestations sont conditionnées par le versement de cotisation qui ouvre des droits. A l'opposé, dans le modèle beveridgien, un Etat centralisateur s'appuie sur le financement public pour étendre ces garanties à l'ensemble des citoyens, poursuivant ainsi des objectifs de redistribution et de cohésion sociale. En France, le système de sécurité sociale mis en place aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et dont la généralisation a pris près de trois décennies, relève d'un compromis entre le corporatisme du modèle allemand et l'universalisme du modèle britannique. Ce compromis, qui visait l'affranchissement du besoin pour tous, alimenté par le travail du plus grand nombre, était rendu possible par la croissance et le plein-emploi. Dans les années 1970, les pouvoirs publics sont parvenus à étendre la protection sociale à la quasi-totalité de la population. La gamme des garanties sociales est désormais extrêmement étendue, et la protection sociale couvre un très vaste domaine, de la santé à l'emploi, de la famille à la vieillesse, ou encore de l'éducation au logement : la maladie, l'invalidité, les accidents du travail, le chômage, la retraite, la dépendance, le veuvage, la maternité... sont assimilés à des risques sociaux, susceptibles d'être couverts par un système d'assurance, et dont la survenance déclenche le versement de prestations compensatrices. Ces prestations sont financées à la fois par les cotisations des personnes protégées, en fonction de leurs statuts professionnels et de leurs ressources, et par les contributions publiques, les impôts et les taxes. Une partie du système est gérée et mise en œuvre par les organismes paritaires, syndicats de salariés et d'employeurs : c'est le cas notamment de l'assurance chômage et des régimes de retraite. D'autres mesures de protection sociale sont administrées par l'Etat et les collectivités territoriales : c'est le cas, par exemple, des allocations familiales ou des aides au logement.

La croissance et le plein-emploi de la Seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle avaient permis, jusqu'à la crise des années 1970, à l'Etat-providence d'imposer sa conception d'une véritable société assurancielle, dans laquelle la cohésion sociale et la solidarité reposaient sur la mutualisation des risques. Mais les transformations économiques, sociales et démographiques des trois dernières décennies ont profondément remis en cause cette conception : le chômage de masse, la précarisation du travail, le vieillissement de la population ont déjà commencé à mettre en péril l'équilibre financier des différents régimes de protection sociale, en raréfiant les cotisants, en multipliant les ayants droit. Les déficits se creusent avec la très forte progression



des dépenses de santé, la dégradation des rapports entre actifs et inactifs et la persistance du chômage.

#### 4.2. Contributions à l'éradication de la pauvreté

La lutte contre la pauvreté ne peut se limiter à une réponse économique (donner une aide financière). La lutte contre la pauvreté passe nécessairement donc par une **forte volonté politique**. Favoriser l'intégration sociale des catégories de populations les plus pauvres, vulnérables (femmes, jeunes, vieux, handicapés, ...) en leur facilitant l'accès au crédit, à l'éducation), l'emploi décent, logements sociaux, santé

Accorder donc une priorité nationale en faisant une dérogation en faveur des couches sociales marginalisées en tenant compte des caractéristiques socio-économiques des bénéficiaires. Une sorte de politique de rattrapage entre différents groupes visant à promouvoir une meilleure égalité des chances, à défaut d'une plus grande égalité de fait. Instauration de certains types de discrimination positive au profit des femmes, en obligeant les partis politiques à porter un quota de femmes sur les listes électorales sous peine d'amendes. Il s'agit donc d'une différenciation des droits visant à « donner plus à ceux qui ont le moins ». Une mesure de discrimination positive permet de restaurer l'égalité des chances entre les individus même si elle rompt avec la règle de l'égalité des droits et d'égalité devant le service public. En effet, les discriminations positives sont porteuses d'effets pervers car elles tendent à stigmatiser les populations visées par une aide sociale, économique ou culturelle spécifique.

Moyens utilisés : pour l'essentiel, instauration de quotas assortis de sanctions en cas de non respect (pour l'entrée dans l'enseignement supérieur, l'obtention de postes d'encadrement, l'intégration à la fonction publique, l'accès aux fonctions électives, etc.).

L'ouverture des prestigieuses écoles et universités à des étudiants admis sans concours et qui sont issus des catégories sociales pauvres, ayant de bons résultats scolaires ; permettre donc l'entrée sur dossier, après entretien, d'élèves repérés par les professeurs en signant des conventions

Les systèmes de protection sociale dans les pays industrialisés visent à lutter contre la pauvreté traditionnelle en pratiquant une redistribution verticale (des plus riches vers les plus démunis) et horizontale (solidarité intergénérationnelle, allocations familiales, etc.).

Dans la fonction publique, il existe des emplois réservés aux **handicapés**.

Sur la question de l'emploi, notamment dans les PED, il convient d'adopter une loi pour obliger les employeurs, un quota de 10% de salariés handicapés dans leur effectif sous peine de s'acquitter d'une amende versée à un fonds dénommé « fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées ». L'Etat et ses démembrements c.à.d. les collectivités territoriales doivent compter un quota de personnes handicapées dans leur effectif. Si le législateur vote une loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et si la société change son regard sur cette catégorie de personnes, il va s'en dire que ces handicapés n'auront plus besoin de la compassion des autres et ne vont plus attendre l'assistance sociale. Il faudra améliorer le cadre de vie des handicapés avec des aides techniques (fauteuil roulant, lève-personne,...), l'aménagement du logement et du véhicule et des aides spécifiques (chien), rendre accessibles aux handicapés, le

transport en commun, les bâtiments recevant du public devront être également accessibles ainsi que les services de transport collectif. Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé devra être inscrit dans un établissement scolaire le plus proche de son domicile avec des infrastructures et du personnel adaptés. Encourager, encadrer, former les handicapés et les aider à s'installer à leur propre compte via l'entrepreneuriat c'est possible surtout avec la volonté politique. Ainsi, cette loi entend promouvoir la participation des personnes handicapées à la vie sociale, politique, économique, sportive, culturelle, faciliter l'accès aux crédits pour les handicapés voulant s'installer à leur propre compte ainsi que l'accès aux logements sociaux, leur permettant ainsi de sortir de la pauvreté. Donner la chance aux handicapés de participer aux jeux olympiques, à la coupe du monde des handicapés, des artistes, comédiens, chefs d'entreprises handicapés. En clair, la situation des handicapés doit être une problématique qui figure au rang des priorités des autorités ou décideurs.

La lutte contre **la pauvreté de la femme** passe forcément par l'accès à l'éducation de la petite fille, l'alphabétisation des femmes, la sensibilisation au planning familial et à l'espacement des naissances, sensibilisation aux dangers des mutilations génitales, du mariage précoce et des grossesses précoces ; privilégier le recrutement des filles diplômées voire imposer des quotas de places aux employeurs du privé comme du public et équiper les entreprises de crèches au sein du lieu de travail pour permettre aux mères de concilier vie professionnelle et vie familiale, le développement des crèches permet aux femmes d'exercer une activité professionnelle sans renoncer à faire des enfants ; elles ne sont plus obligées de choisir entre travail et famille ou d'alterner travail, maternité puis travail ; désormais, elles maîtrisent la procréation et choisissent le nombre de naissances (limitation des naissances) . Promouvoir **l'entrepreneuriat féminin** en leur facilitant l'accès aux crédits afin d'accroître la participation des femmes dans la vie politique (parité), économique, culturelle et sportive. Encourager particulièrement les femmes rurales à s'organiser en coopératives et s'approprier les NTIC pour vendre en ligne leurs produits y compris à l'étranger ; sensibilisation contre toutes formes de violences à l'égard des femmes et les protéger par la législation. La majorité des femmes accède difficilement aux postes élevés dans la hiérarchie, les secteurs les plus féminisés sont aussi ceux où l'on gagne le moins bien sa vie et les femmes sont très souvent l'apanage des emplois subalternes car la direction et l'encadrement continuent encore d'être une affaire d'hommes. Les postes de pouvoir aussi bien au niveau politique qu'économique sont accaparés par les hommes. Les femmes sont plus touchées par le chômage, le sous-emploi, la précarité et la flexibilité de l'emploi. D'une manière générale, les employeurs considèrent qu'une femme, diplômée, jeune, une fois son intégration professionnelle réussie peut envisager la maternité, limitant ainsi son investissement. En effet, le comportement d'activité des femmes reste influencé par le nombre d'enfants à charge.

#### 4.3. Des mesures de lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire

Les initiatives les plus concrètes initiées soit par le gouvernement soit par les institutions internationales restent cependant l'affectation de fonds sociaux à la disposition de la population, la mise en place de programme et de microprojets ciblant les couches vulnérables, et l'intensification du soutien aux programmes de santé et d'éducation. Les efforts financiers consentis par les administrations successives au profit du social. Mode de redistribution volontariste des fruits de la croissance au cours des 20 premières années qui ont suivi l'indépendance (1960- 1980) le miracle ivoirien à travers la politique d'attribution de bourses

d'études et de recrutement des diplômés d'universités ; la quasi-gratuité de l'accès aux établissements publics d'éducation, de formation et de soins de santé ; la multiplication des infrastructures éducatives et de formation (grandes écoles d'ingénieurs) ; la création de sociétés d'Etat...

La redistribution de la rente entretenait une clientèle politique en concédant des avantages en nature et en espèces à une partie de la classe moyenne constituée de diplômés universitaires.

De **1981 à 1993**, l'économie ivoirienne sombre dans une profonde récession, qui atteint son point culminant en mai 1987. L'Etat, à bout de souffle, suspend unilatéralement le remboursement de sa dette extérieure alors le gouvernement ivoirien doit adopter des plans de stabilisation et des programmes d'ajustement structurel (PAS). Sous la pression des bailleurs de fonds, le pays accepte la dévaluation du FCFA.

De **1994 à 1999**, la Côte d'Ivoire fut la première bénéficiaire dans la **zone franc**, grâce à la flambée des cours des matières premières, réalisant ainsi un taux de croissance passé de 1.5% en 1994 à 6.5% en 1996 pour atteindre 5.7% en 1999. Les efforts de maîtrise de l'inflation ne sont pas ressentis par la population car la hausse généralisée des prix qui a suivi la dévaluation a contribué à dégrader les conditions de vie des ménages (hausse des prix du gaz, électricité, transport, céréales, féculents, tubercules,...) d'où une amplification du phénomène de pauvreté qui serait passé d'un taux de 10% en 1995 à 32.3% en 1993, puis à 36.8% en 1995. On compte un nombre de plus en plus grand de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Entre 1994 et 1996, les tracasseries policières se sont accrues avec l'instauration de la carte de séjour en Côte d'Ivoire pour les étrangers. Il s'en est suivi une tendance au retour, dans leurs pays d'origine respectifs, des ressortissants de pays de la sous-région en situation de précarité économique, ce qui a entraîné une réduction du nombre de pauvres dans cette catégorie. Les structures de solidarités traditionnelles, qui fonctionnent comme des filets de sécurité sociale, se délitent et se révèlent de plus en plus inaptes à répondre à la croissance des sollicitations sociales. L'aggravation de la crise induit une recomposition des relations entre individus et communautés, d'où l'affaiblissement des liens sociaux traditionnels. La crise engendre donc une individualisation. La remise en question de la fonction redistributive de l'Etat, liée aux difficultés de trésorerie, a démultiplié les itinéraires de l'exclusion (chômage, déclassement, marginalisation). Dans de nombreux ménages, la tendance est au repli sur le nécessaire vital, un recours massif aux tradithérapeutes, aux pharmacies de rue, au mode locatif de type communautaire et à la friperie. Dans toutes les couches socioéconomiques, on a pu constater une augmentation de la part du budget consacrée à l'alimentation et une forte tendance à la réduction voire à la suppression de biens alimentaires tels que la viande, le poisson, etc. (devenus entre temps des biens de luxe). Pour améliorer leur capacité d'accès à la nourriture, les ménages tentent d'accroître leurs revenus de façon licite (la pluriactivité) ou illicite (la mise au travail des enfants, prostitution, vols, cybercriminalité,...), le développement de la petite corruption dans les administrations publiques. Du fait de la vie chère, certains ménages pauvres s'organisent en groupes d'achat pour réduire le coût en denrées de base (voisins de quartiers, amis,...) afin de s'acheter des bœufs lors de l'Aïd ou Tabaski. L'érosion des revenus du chef de famille entame son autorité et parfois la séparation du couple et l'augmentation des enfants de rue. Beaucoup de ménages pauvres mangent une fois par jour avec ou sans viande ou poisson. Des activités jusque-là peu valorisées, l'exercice d'un certain nombre d'activités considérées comme dégradantes

(gardiennage d'immeubles, collecte d'ordures ménagères, emplois industriels très peu qualifiés, postes de tabliers-vendeurs) abandonnées en temps normal aux non-ivoiriens, est pris d'assaut même par d'anciens lycéens du niveau de la classe terminale. Pour faire face à la crise, on assiste au recours croissant à la débrouille, aux réseaux de solidarité et au **secteur informel**, aux cultures vivrières peu exigeantes en intrants agricoles et de plus en plus demandées par les marchés urbains.

Jusqu'au coup d'Etat du 24 décembre 1999, l'essentiel du projet politique de lutte contre l'appauvrissement tenait dans une perspective d'amélioration du taux de croissance censée influencer sur le revenu par habitant. On peut s'inquiéter du manque de culture politique de gestion sociale planifiée de la part de l'élite politique au moment où les populations expriment un besoin d'Etat social. Les pouvoirs publics ivoiriens comme c'est le cas dans bien d'autres pays africains, se contentent du cadre de réflexion, des instruments et des concepts mobilisés par la BM sur la problématique de la lutte contre la pauvreté.

#### 4.4. Les fonds sociaux et leurs limites

Créés par décret (N° 94 -134) le 30 mars 1994, les fonds sociaux sont des prêts consentis par l'Etat aux chômeurs, aux femmes, aux déscolarisés et aux jeunes diplômés ivoiriens sur la base de la viabilité d'un projet présenté. Ces prêts, envisagés comme des instruments d'amortissement des coûts sociaux de l'ajustement monétaire, devraient permettre à ces catégories de personnes de créer, de réhabiliter ou de développer des microprojets d'intérêt économique ou communautaire générateurs de revenus, dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de la petite industrie, de la santé, de l'éducation et de la culture. Initialement conçus pour lutter contre la pauvreté en améliorant la capacité des Ivoiriens à s'insérer dans la vie active ou à renforcer des activités économiques déjà existantes, **les fonds sociaux n'ont pas atteint leurs objectifs**. L'étude d'évaluation, conclut que les véritables bénéficiaires de ces fonds n'ont pas été les catégories sociales les plus pauvres, dans la mesure où 82.3% des personnes en ayant bénéficié ont un niveau d'instruction au moins égal au niveau secondaire (29.7% ont un niveau d'études supérieures) et un statut de salarié pour 43% d'entre eux. Ce qui explique que les bénéficiaires de ces fonds connaissent des taux d'équipement particulièrement élevés. Tout se passe donc comme si les fonds sociaux participaient plutôt à une amélioration des conditions de vie de la classe moyenne. Les crédits sont très souvent octroyés sur la base du copinage et les fonds ne sont pas remboursés. Les fonds n'atteignent donc pas les vraies cibles.

#### 4.5. Le fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI)

**Créé par décret N°2012-1106** en vue de porter assistance aux femmes de CI, le FAFCI est un fonds de crédit à taux réduit, logé dans les livres de la Banque Atlantique de CI et doté d'un montant de démarrage d'un milliard de FCFA, entièrement financé par le PPU, puis porté à dix milliards de FCFA. Le FAFCI vise à :

- Permettre aux femmes et groupements de femmes ivoiriennes âgées de 21 ans ou plus d'accéder à des ressources financières à coût réduit en vue de créer ou de renforcer des activités génératrices de revenus ;
- Former et sensibiliser les femmes sur la gestion des activités génératrices de revenus ;

- Financer des activités génératrices de revenus d'un minimum de six mille femmes, la première année et de huit mille femmes, la deuxième année, grâce à l'implication des systèmes financiers décentralisés (SFD).
  - Le crédit individuel (1) alloué aux femmes en début d'activités génératrices de revenus porte sur un montant compris entre trente mille et deux cent mille FCFA, remboursable sur 4 à 6 mois, au taux de 1%.
  - Le crédit individuel (2) alloué aux femmes déjà en activités génératrices de revenus, porte sur un montant compris entre deux cent mille et cinq cent mille FCFA, remboursable sur 4 à 12 mois au taux de 1%.
  - Le crédit de groupe, alloué aux groupements de femmes et aux ONG féminines porte sur un montant compris entre trois cent mille et un million de FCFA, remboursable sur 4 à 12 mois, au taux de 1%.

A ce jour, le FAFCI, dont le montant est passé à dix milliards de FCFA, a permis à plus de 110. 000 femmes, de bénéficier de prêts financiers pour créer ou d'étendre une activité génératrice de revenus.

#### 4.6. Agence emplois des jeunes

Face au problème de l'emploi, le gouvernement de CI a mis sur pied le fonds national de la jeunesse (FNJ), un établissement public à caractère industriel et commercial de l'Etat de CI **créé par décret** du 10 octobre 2012 modifiant le décret N°92-154 du 16 mars 1992 portant création, organisation et fonctionnement du fonds afin d'inciter les jeunes à **l'auto-emploi par l'entrepreneuriat**. Le gouvernement ivoirien compte aussi sur les jeunes entrepreneurs pour créer des emplois pour les autres jeunes. Pour y parvenir, le FNJ a mis en place une plateforme en ligne pour le dépôt des projets et aider les candidats à constituer de meilleurs dossiers.

Il est à noter que plus de 79% de la population ivoirienne ont moins de 35 ans. Une grande partie des chômeurs se trouve à Abidjan (43.9%). Ces chômeurs sont en majorité des femmes (53.4% des chômeurs), des jeunes et des personnes faiblement instruites (près de 52% d'entre eux ont au plus le niveau primaires). Parmi les mesures concrètes prises par le gouvernement, on note :

- La création d'un ministère exclusivement dédié à la question de la promotion de la jeunesse et à l'emploi des jeunes.
- 48.8 milliards de FCFA sont mobilisés au niveau des programmes d'insertion en faveur des jeunes permettant d'atteindre une cible de 59.085 jeunes à l'horizon 2015 ; des projets de jeunes sont financés dans tout le pays.

Le gouvernement ivoirien a créé le 08 avril 2015, **par ordonnance** N°2015-228 du 08 avril 2015, l'Agence National pour l'insertion et l'emploi des jeunes, dénommée « Agence Emploi Jeunes ». La création de cette nouvelle agence répond à la nécessité d'apporter un coup

d'accélérateur aux initiatives gouvernementales en faveur de l'emploi des jeunes. Cette agence, issue de la transformation des dispositifs existants (Agence d'Etudes et de promotion de l'emploi ; Fonds National de la Jeunesse ; Fonds sectoriels liés à l'insertion), constitue un véritable Guichet Unique embrassant toutes les initiatives d'emploi en faveur des jeunes. Cette Agence a pour missions entre autres de :

- Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sans emploi ;
- Favoriser l'accès au crédit des jeunes porteurs de projets.
- Soutenir toute initiative des jeunes pouvant contribuer à leur insertion socio-économique ;
- Permettre aux jeunes déscolarisés sans formation professionnelle d'avoir des revenus ;
- Permettre aux petits planteurs agricoles d'entretenir leurs plantations à moindre coût, il s'adresse donc à la jeunesse rurale.
- Sont éligibles à ce programme, tous les jeunes hommes et femmes, en âge de travailler sur tout le territoire national, diplômés ou non diplômés, porteurs de projets, personnes à risque et vulnérables, en quête d'un premier emploi ou entrepreneurs déjà en activité.

#### **4.7. Le rôle du secteur privé dans la lutte contre la pauvreté**

Avec des cours de matières premières en forte chute d'une part, et des marchés financiers internationaux qui montrent des signes de repli sur les pays émergents, ce qui se traduit par une hausse du coût des financements en Afrique d'autre part, la nouvelle vision

du gouvernement ivoirien est de voir le secteur privé jouer un rôle important dans le développement économique et social du pays. Pour ce faire, les autorités ont consenti, ces dernières années, d'énormes efforts et consacré beaucoup de ressources afin de ramener la paix et la sécurité puis renforcé la cohésion nationale et mis en œuvre des réformes importantes pour améliorer le climat des affaires. En outre, le pays déploie des efforts pour développer la bonne gouvernance, un secteur privé encore plus dynamique, plus innovateur et plus compétitif en vue de promouvoir la part du secteur privé dans le développement économique du pays. Selon le gouvernement, le pays a besoin d'un secteur privé responsable, fort ; c'est le secteur privé qui contribuera à accélérer le développement économique et va stimuler l'innovation et le transfert de technologies, tout en étant la principale source d'emplois, ce qui pourra générer une croissance économique forte et inclusive, sur le long terme. Il en résultera une réduction significative de la pauvreté.

Le développement passe par la transformation de l'économie, notamment, par l'industrialisation du pays afin que l'économie absorbe une plus grande part de valeur ajoutée dans la transformation des matières premières qu'elle exporte. C'est ainsi que le pays pourra créer encore plus de croissance, plus de richesses et plus d'emplois, notamment, pour les jeunes diplômés. Notre système éducatif doit être réformé afin d'être plus flexible et en meilleure adéquation avec les besoins du marché de l'emploi c'est-à-dire avec les besoins des entreprises.



Les pays doivent développer des relations politiques et économiques afin de renforcer l'intégration africaine pour être plus compétitifs sur le plan régional et international.

#### 4.8. Le microcrédit et la lutte contre la pauvreté

**La petite entreprise** demeure la cellule de base du tissu productif mais malheureusement, son financement rencontre des difficultés vu que le **financement bancaire** est inadapté aux besoins spécifiques des **petites entreprises** dont les **fonds propres** sont insuffisants d'où l'importance des organismes de la finance islamique de proximité capables de répondre aux besoins spécifiques des **petites entreprises**. En effet, ces petites entreprises sont une source de création d'emplois (gisement d'emplois ou vivier d'emplois) d'où la nécessité de renforcer leur capacité de financement et d'encadrement. La faiblesse des petites entreprises en fonds propres d'une part et la réticence des banques à leur faire confiance en exigeant des garanties solides que ces petites entreprises n'ont pas, d'autre part, représente un obstacle majeur à l'accès au crédit bancaire et par ricochet, à l'entrepreneuriat privé or les instruments financiers islamiques n'exigent pas d'apport en fonds propres et moins en matière de garanties par rapport aux banques classiques.

#### 4.9. Réforme de l'éducation nationale : la scolarisation obligatoire en Côte d'Ivoire dès la rentrée 2015-2016

L'engagement de l'Etat à instaurer la scolarisation obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans et donc une nette amélioration du taux de scolarisation au niveau du primaire et du secondaire. L'Etat oblige les parents dont les enfants appartiennent à cette tranche d'âge, à les inscrire à l'école publique ou privée et à veiller à leur assiduité sous peine de sanctions.

L'Etat, pour sa part, mettra progressivement à disposition les infrastructures scolaires appropriées (salles de classe, cantines scolaires) et les personnels enseignants et d'encadrement nécessaires et qualifiés à partir de l'année scolaire 2015-2016, jusqu'à l'effectivité totale de cette mesure en 2015. La scolarisation obligatoire pour tous les enfants de Côte d'Ivoire des deux sexes de 6 à 16 ans dès la rentrée scolaire 2015-2016. On construit des écoles et on propose une aide financière aux parents pour les inciter à y envoyer leurs enfants. L'école obligatoire chez les enfants de 6 à 16 ans va non seulement contribuer à faire cesser le travail des enfants mais surtout sortira à terme une multitude d'enfants de la pauvreté.

#### 4.10. L'état de la pauvreté en Côte d'Ivoire et stratégies de réduction

Le contexte général de ces dix dernières années de crise sociopolitique a eu un impact négatif sur le taux de pauvreté qui est passé de 38.4% en 2002 à 48.9% en 2008. Le milieu rural reste le plus affecté par la pauvreté (62.5% en milieu rural contre 29.5% en milieu urbain). La Côte d'Ivoire a traversé une longue crise sociopolitique (1999- 2011) ce qui a fortement mis à l'épreuve son économie et aggravé la pauvreté.

##### Taux de Pauvreté en Côte d'Ivoire

|       | 1985 | 1995 | 2002 | 2008 | 2015 |
|-------|------|------|------|------|------|
| Total | 10   | 32,3 | 38,4 | 48,9 | 46,3 |

|        |      |      |      |      |      |
|--------|------|------|------|------|------|
| Urbain | 5    | 42   | 49   | 62,5 | 56,8 |
| Rural  | 15,8 | 19,4 | 24,5 | 29,5 | 35,9 |

Source : ministère du plan et du développement, 2015

La paupérisation des populations en Côte d'Ivoire est plus ressentie en milieu rural qu'en zone urbaine. Malgré la lutte contre la pauvreté menée par les différents gouvernements successifs ivoiriens, la pauvreté reste tenace. En 1998, le taux de pauvreté qui était de 33.6% sur le plan national et 41.8% en milieu rural, est passé en 2008 à 48.9% sur le plan national et 60.5% en zone rurale. Conséquence : la ville attire plus de ruraux qui abandonnent ainsi les zones de production touchées par la guerre. De manière générale, la pauvreté s'est accrue dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire mais elle a très fortement progressé dans les régions touchées directement par la crise (zones de combat et zones d'accueil des populations déplacées). La Côte d'Ivoire, du fait de la crise sociopolitique, a été fragilisée par la rupture du lien social, une insécurité grandissante, un chômage massif, notamment les jeunes diplômés, un fort ralentissement de l'activité économique, une inflation galopante, une expansion de la mauvaise gouvernance, la course à l'enrichissement illicite (cybercriminalité, escroquerie, la corruption des élites), le racket généralisé, une dégradation accélérée des infrastructures socioéconomiques de base : tout ceci a contribué à accentuer le taux de pauvreté estimé à 48.9% en 2008.

Créer la croissance économique ne saurait à elle seule faire reculer la pauvreté. En effet, au moment où la Côte d'Ivoire affiche l'un des taux de croissance économique les plus élevés au monde, la population ivoirienne se plaint d'une paupérisation sans précédent : la vie chère, le panier de la ménagère est devenu trop léger.

| Années             | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------|------|------|------|------|
| Taux de croissance | 9.8% | 8.7% | 9%   |      |
| Taux de pauvreté   |      |      | 50%  | 46.3 |

Source : ministère du plan et du développement, 2015

Le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 51% en 2011 à 46,3% en 2015, soit 1 million de personnes sorties de la pauvreté.

Pourquoi une forte croissance économique coïncide-t-elle avec une pauvreté élevée ?

Parmi les facteurs explicatifs, on peut citer la corruption, le racket, la mauvaise gouvernance contribuent à la hausse du coût de la vie et donc à la paupérisation des masses populaires.

La réduction de la pauvreté ne peut se faire sans création de richesse et d'emplois. A condition d'une répartition juste des richesses d'une part et la création d'emplois stables d'autre part. En effet, l'inégale répartition des richesses créées peut faire coïncider un PIB élevé et une grande pauvreté pour une partie de la population.

Les investissements publics dans les infrastructures (réhabilitation et construction d'infrastructures) a représenté une source de la forte croissance économique actuelle en Côte

d'Ivoire. Cette forte croissance économique est également favorisée par l'exploitation brute des matières premières, ce qui a peu d'impact sur l'emploi à cause de la faible transformation des produits de base (cacao, noix de cajou, ...). Les matières premières étant exportées à l'état brut, la population locale n'en ressent pas les retombées en termes d'emplois. Seule une industrialisation de l'économie pourvoyeuse d'emplois décents pourra venir à bout du chômage. Beaucoup d'emplois créés ces dernières années sont temporaires : des chômeurs sont recrutés pour la construction des infrastructures, et retournent à la précarité à l'achèvement de ces chantiers, d'où la persistance de la pauvreté. La croissance économique est peu inclusive.

Depuis 2012, le pays enregistre des taux de croissance économique soutenus supérieurs à 8% par an. Le pays reste le principal exportateur mondial de cacao et de cajou mais au-delà des bonnes performances macroéconomiques politiques, certains défis seront à relever. Le premier défi consiste à rendre la croissance économique suffisamment inclusive pour qu'elle bénéficie à l'ensemble de la population et permettre la réduction de la pauvreté. Des efforts accrus d'investissement public en matière d'éducation et de santé (indicateurs sociaux) apparaissent ainsi nécessaires pour garantir le partage des fruits de la croissance et améliorer les conditions de vie de la population. De plus, dans le pays de 23 millions d'habitants, l'importance de la population jeune (plus de 75% de la population a moins de 35 ans) introduit le défi d'une création d'emplois suffisante et de la mise en place de formation de qualité adaptées aux besoins du marché du travail. Le second défi est celui de l'investissement, qui doit croître encore davantage. Le taux d'investissement en CI est de 17% du PIB en 2014 faible en comparaison des autres pays de la région. Le secteur bancaire peut également jouer un rôle clé en apportant des financements aux investissements productifs du secteur privé. Actuellement, il ne finance encore qu'insuffisamment l'économie puisque les crédits aux entreprises ne représentent que 18% du PIB, contre un taux moyen en Afrique subsaharienne de 30% du PIB. Enfin, le troisième défi consiste à préserver les équilibres macroéconomiques afin de maîtriser la dette.

La Côte d'Ivoire s'est engagée lors du sommet du Millénaire à New York en 2000 en matière de la déclaration du millénaire pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le gouvernement a fait de l'éradication de la pauvreté une préoccupation majeure.

La lutte contre la pauvreté a toujours été au centre des politiques de développement économique, social et culturel du gouvernement. En effet, l'Etat ivoirien a compris très tôt la nécessité d'investir dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et les infrastructures socioéconomiques de base, pour améliorer le cadre et le niveau de vie des populations. Cette politique a abouti à l'adoption d'un programme national de lutte contre la pauvreté par le gouvernement en 1997. Mais, les efforts entrepris ont été contrariés par les crises économiques des années 1980 qui ont conduit à la dégradation des conditions de vie des populations. Le taux de pauvreté a connu ainsi une forte augmentation entre 1985 et 2008. De 10% en 1985, ce taux est passé à 36.8% en 1995, puis à 38.4% en 2002 pour atteindre 48.9% en 2008, remettant sérieusement en cause la possibilité d'atteindre les OMD. En effet, l'objectif global de la Côte d'Ivoire de réduire la pauvreté en ramenant le taux à 16.2% en 2015 conformément à l'engagement pris en 2000 lors du sommet du millénaire n'a pu être atteint.

**Evolution du seuil de pauvreté**

| Années            | 1993         | 1995         | 1998         | 2002         | 2008         |
|-------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Seuil de pauvreté | 101 340 FCFA | 144 800 FCFA | 162 800 FCFA | 183 450 FCFA | 241 145 FCFA |

Est pauvre en 2008, celui qui a une dépense de consommation inférieure à 241 145 FCFA par an, soit 661 FCFA par jour. La probabilité d'être pauvre augmente avec la taille du ménage d'où l'intérêt du planning familial. La pauvreté augmente avec le handicap (les handicapés sont pour la plupart des mendiants dans les villes). La pauvreté est inversement liée au niveau d'instruction c.à.d. que le taux de pauvreté diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente. Le type d'habitat est un déterminant de la pauvreté (les pauvres vivent très souvent dans les quartiers précaires ou bidonvilles, ils sont logés dans les baraques) sans système d'assainissement, avec des compteurs d'électricité collectifs.

La pauvreté est un concept multidimensionnel représentée sous trois dimensions : monétaire, sociologique et psychologique. En Côte d'Ivoire, la pauvreté a été mesurée à travers sa dimension monétaire qui s'appuie sur l'indicateur de bien-être et le seuil de pauvreté. Est considéré comme pauvre en 2008, toute personne qui a une dépense de consommation inférieure à 661 FCFA par jour (environ 1euro/jour), soit 241 145 FCFA par an.

**Evolution du taux de pauvreté**

| années           | 1985 | 1995  | 1998  | 2002  | 2008  |
|------------------|------|-------|-------|-------|-------|
| Taux de pauvreté | 10%  | 36.8% | 33.6% | 38.4% | 48.9% |

La hausse de la pauvreté est due aux crises socioéconomiques et militaires successives. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain.

## Conclusion

Selon l'enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en 2015, un recul de la pauvreté est observé en Côte d'Ivoire. En effet, le taux de pauvreté est estimé à 46,3 % alors qu'il était de 48,9 % en 2008 et de seulement 10 % en 1985. Cette baisse du niveau de pauvreté entre 2008 et 2015 s'est accompagnée d'une hausse du PIB par habitant. En effet, ce dernier est passé de 1 231,9 dollars des États-Unis en 2011 à 1545,9 dollars en 2014. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural (56,8 %) qu'en milieu urbain (35,9 %). Les zones abritant le plus de pauvres sont la ville d'Abidjan qui abrite 9,3 % des pauvres, le Haut Sassandra (7,5 % des pauvres), le Gbeke (5,3 %) et le Tonkpi (5,7 %). L'analyse de la pauvreté compte tenu de la problématique hommes-femmes indique que le phénomène touche aussi bien les femmes (47,4 %) que les hommes (45,5 %). Les écarts de niveau de vie sont aussi illustrés par l'indice de Gini qui est de 0,405. Il en ressort que les inégalités se résorbent progressivement en Côte d'Ivoire car cet indice était de 0,500 en 2002 et de 0,420 en 2008.

L'analyse de l'emploi en relation avec le statut de pauvreté indique que plus du tiers de la population ayant un emploi est pauvre (35,5 %). La pauvreté est plus accentuée chez les agriculteurs (5 agriculteurs sur 10). Le plus faible taux de pauvreté est enregistré chez les personnes exerçant des activités de services (22,4 %).

Au niveau de l'emploi, la population en âge de travailler (personnes âgées d'au moins 14 ans) représente 62,8 % de la population totale. Elle vit majoritairement en milieu urbain (52,8 %, dont 21,1 % à Abidjan). Cette population est composée de personnes relativement jeunes (63,1 % ont moins de 35 ans) et de personnes faiblement instruites (73,1 % ont au plus le niveau primaire).

La population ayant un emploi représente 51,6 % de la population en âge de travailler. Elle compte 7 486 939 personnes, dont 61,4 % d'hommes. Selon le type d'emploi, la population ayant une activité professionnelle est composée de 36,4 % de salariés, contre 54 % de travailleurs indépendants et 8,2 % de personnes qui se consacrent à l'aide familiale. L'emploi est essentiellement informel en Côte d'Ivoire. En effet, la quasi-totalité des personnes ayant un emploi exerce dans le secteur informel (89,4 %). La structure des emplois par branche d'activité fait ressortir une faible part de l'industrie (13,1 %) et une prédominance de l'agriculture (43,7 %), suivie du commerce et des services qui englobent tous deux 43,2 % de l'ensemble des emplois. Les 14-35 ans représentent 55,8 % de la population employée.

Le chômage touche 6,9 % de la main-d'œuvre en 2015 ; il y a donc 554 008 chômeurs. Le taux de chômage est plus élevé à Abidjan (13,4 %) que dans les autres villes (7,7 %), parmi les femmes (10 %) et dans les tranches d'âge jeunes (12,8 % pour les 14-24 ans et 8 % pour les 25-35 ans). Il est aussi plus élevé parmi les diplômés du secondaire (12,2 %) et du supérieur (17,1 %). Cependant, 49,3 % du total des chômeurs sont faiblement instruits et ont au plus le niveau primaire, alors que 13,8 % ont fait des études supérieures. Le plus grand nombre de chômeurs se retrouve à Abidjan (46,4 %) et les femmes représentent 57,8 % de la population au chômage.

En Côte d'Ivoire, la lutte contre la pauvreté est marquée par la revalorisation du SMIG, la fixation à 1000 FCFA et à 350 FCFA du prix bord champs du cacao et de la noix de cajou.

La mise en place du fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI), les fonds sociaux, création d'un ministère dédié à l'emploi des jeunes, la promotion de l'auto-emploi, la transformation des produits agricoles pour créer plus de richesses localement.

Toutefois, la **pauvreté extrême** progresse plus vite dans les villes que dans les campagnes. Les **inégalités** y sont aussi plus fortes. Dans les **pays en développement**, la pauvreté touche **la moitié des citoyens**, et plus particulièrement les **femmes** et les **enfants**. Parmi ces citoyens les plus pauvres, environ la moitié n'a pas accès à un logement décent et ne reçoit aucun soin de santé. Ils sont, par ailleurs, très **vulnérables** en cas de chômage, de hausse des prix de la nourriture ou des loyers. Autour des grandes villes, de vastes **bidonvilles** se constituent, où s'entassent des habitations de fortune fabriquées avec des matériaux de récupération, le plus souvent sans eau, sans électricité ni équipements d'assainissement. Le phénomène touche aussi les **pays développés** où de plus en plus de citoyens pauvres se retrouvent sans logement.



## BIBLIOGRAPHIE

- Chakir Ahmed, 2013 « finance islamique de proximité (FIP) : quels apports pour les petites entreprises (PE) au Maroc ? » Dossiers de Recherches en Economie et Gestion, Dossier spécial, pp121-136.
- Slimane ED-DAFALI, Sanae RHABRA, Elmahfoud ELOUATIK, 2015 « Analyse de la contribution des coopératives dans le développement socioéconomique: Cas de la région de Taroudant » Dossiers de Recherches en Economie et Gestion : Numéro N° 4, Vol 1, pp112-127.
- Abdeljaouad EZZRARI, LA PAUVRETE AU MAROC : APPROCHES, DETERMINANTS, DYNAMIQUE ET STRATEGIES DE REDUCTION, thèse de doctorat, 2011.
- <http://www.abidjan.net/>
- [file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Agence%20Emploi%20Jeunes%20\\_Le%20Guichet%20Unique%20de%20l'Emploi%20en%20C%C3%B4te%20d'Ivoire.html](file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Agence%20Emploi%20Jeunes%20_Le%20Guichet%20Unique%20de%20l'Emploi%20en%20C%C3%B4te%20d'Ivoire.html)
- Autonomisation de la femme : la Côte d'Ivoire s'inspire de l'expérience japonaise  
[file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Auto%20nomisation%20de%20la%20femme%20\\_%20la%20C%C3%B4te%20d%E2%80%99Ivoire%20s%E2%80%99inspire%20de%20l%E2%80%99exp%C3%A9rience%20japonaise%20-%20Abidjan.net.html](file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Auto%20nomisation%20de%20la%20femme%20_%20la%20C%C3%B4te%20d%E2%80%99Ivoire%20s%E2%80%99inspire%20de%20l%E2%80%99exp%C3%A9rience%20japonaise%20-%20Abidjan.net.html)
- Côte d'Ivoire : l'inextricable duo croissance – pauvreté  
[file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/C%C3%B4te%20d%E2%80%99Ivoire%20\\_%20l%E2%80%99inextricable%20duo%20croissance%20%E2%80%93%20pauvret%C3%A9%20\\_%20Contrepoints.html](file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/C%C3%B4te%20d%E2%80%99Ivoire%20_%20l%E2%80%99inextricable%20duo%20croissance%20%E2%80%93%20pauvret%C3%A9%20_%20Contrepoints.html)
- Fonds National de la jeunesse : Inciter les jeunes à l'auto emploi par l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire  
[file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Fond%20National%20de%20la%20Jeunesse%20\\_%20Inciter%20les%20jeunes%20%C3%A0%20l%E2%80%99auto%20emploi%20par%20l%E2%80%99entrepreneuriat%20en%20C%C3%B4te%20d'Ivoire%20\\_%20Imagination%20For%20People.html](file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Fond%20National%20de%20la%20Jeunesse%20_%20Inciter%20les%20jeunes%20%C3%A0%20l%E2%80%99auto%20emploi%20par%20l%E2%80%99entrepreneuriat%20en%20C%C3%B4te%20d'Ivoire%20_%20Imagination%20For%20People.html)
- [file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Pr%C3%A9sentation%20\\_%20Sa%20vision,%20sa%20mission.html](file:///C:/Users/mon%20pc/Desktop/lutte%20contre%20la%20pauvret%C3%A9/Pr%C3%A9sentation%20_%20Sa%20vision,%20sa%20mission.html)
- Profil de pays : Côte d'Ivoire, 2015
- Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire, 2015
- Côte d'Ivoire: Stratégie de Réduction de la Pauvreté :Rapport d'Étape au titre de l'année 2009
- Ravi Kanbur, « Pauvreté : en baisse ou en hausse? » Finances & Développement Décembre 2009

- Hélène Ehrhart, 2015 « La réduction de la pauvreté doit être une priorité de la Côte d'Ivoire », Le monde 18 décembre 2015.
- Arvind Panagariya, « Sortir de la pauvreté : l'expansion économique réduit la pauvreté en créant des possibilités d'emploi et en rendant abordable les programmes anti pauvreté » Finance et développement septembre 2010.
- [http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=POLAF\\_078\\_0126&DocId=197015&hits=6572+6565+6545+](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=POLAF_078_0126&DocId=197015&hits=6572+6565+6545+)
- <http://www.memoireonline.com/01/14/8508/La-micro-finance-et-la-lutte-contre-la-pauvrete-Le-cas-de-Djibouti.html>
- <http://dissertationsenligne.com/print/Croissance-%C3%89conomique/4038.html>
- [http://www.memoireonline.com/02/14/8726/m\\_Epargne-et-depenses-de-consommation-des-menages-en-milieu-ru...](http://www.memoireonline.com/02/14/8726/m_Epargne-et-depenses-de-consommation-des-menages-en-milieu-ru...)